

Accord national

**CLASSIFICATION D'EMPLOIS
ET DÉTERMINATION DES SALAIRES MINIMA
DANS LES INDUSTRIES DU BOIS
POUR LE BÂTIMENT ET LA FABRICATION
DE MENUISERIES INDUSTRIELLES,
CHARPENTES ET CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISÉES**

(28 juin 2002)

(Etendu par arrêté du 10 juillet 2003)

**AVENANT N° 5 DU 6 JUIN 2008
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES
ET À LA PRIME D'ANCIENNETÉ**

NOR : ASET0850876M

Entre :

La fédération de l'industrie bois et construction ;
L'union des fabricants de menuiseries extérieures,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT,

D'autre part,

il est convenu et arrêté les dispositions suivantes :

PRÉAMBULE

Les signataires conviennent que les dispositions contenues dans ce présent accord annulent et remplacent toutes dispositions contenues dans la convention collective des menuiseries, charpentes et constructions industrialisées et des portes planes et dans tout accord collectif de branche antérieur ayant le même objet.

TITRE I^{er}

CHAMP D'APPLICATION

Les organisations patronales et syndicales représentatives au niveau national signataires du présent accord rappellent que ce dernier s'applique à toutes les entreprises répondant aux activités suivantes classées sous 20-3 Z, en application des accords paritaires des 3 décembre 1991, 21 décembre 1994, 27 octobre 1995, 20 novembre 1996 et 28 juin 2002 :

- charpentes et structures industrialisées en bois, dont fermettes, lamellé-collé, poutres, poutrelles, panneaux caissons, coffrages, écrans ;
- charpentes traditionnelles industrialisées en bois ;
- bâtiments industrialisés, dont maisons ossature bois, bâtiments préfabriqués légers ou éléments de ces bâtiments, en bois ;
- éléments d'agencement intérieur en bois ;
- menuiseries industrialisées ;
- portes planes et blocs portes.

TITRE II

MONTANTS DE LA RAG ET DE LA PRIME D'ANCIENNETÉ

Article 1^{er}

Rémunération annuelle garantie

Conformément aux dispositions des articles 7, 8 et 10 de l'accord du 28 juin 2002, le barème des rémunérations annuelles garanties applicable en 2008 est le suivant :

1.1. Classification d'emplois ouvriers et employés

(En euros.)

EMPLOI	COEFFICIENT hiérarchique	RAG (1)
N1 E unique	100	15 591
N2 E1	115	15 664
N2 E2	120	15 704
N2 E3	125	15 739
N3 E1	135	15 864
N3 E2	140	16 009
N3 E3	150	16 175
N4 E1	160	16 381
N4 E2	170	16 599
N4 E3	180	16 859
N5 E unique	190	19 078

(1) Base : horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif en moyenne sur l'année.

1.2. Classification d'emplois techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

EMPLOI	COEFFICIENT hiérarchique	RAG (1)
N5 E1	185	17 796
N5 E2	190	19 078
N5 E3	210	20 911
N6 E1	230	22 903
N6 E2	265	26 388
N6 E3	300	29 872
N7 E unique	310	30 870

(1) Base : horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif en moyenne sur l'année.

1.3. Classification d'emplois cadres

(En euros.)

EMPLOI	COEFFICIENT hiérarchique	RAG (1)
N7 E1	305	30 372
N7 E2	310	30 870
N8 E1	345	34 354
N8 E2	375	36 832
N8 E3	420	41 822
N8 E4	480	48 134

(1) Base : horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif en moyenne sur l'année.

Article 2

Prime d'ancienneté

L'article 11 de l'accord du 28 juin 2002 est ainsi modifié :

« La grille des montants de la prime d'ancienneté est négociée chaque année au moment de la négociation annuelle sur les salaires.

Elle figure en annexe I du présent accord.

Cette grille entrera en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature de l'accord. »

Article 3

Les organisations signataires s'engagent dans le cadre de la prochaine négociation ayant lieu entre le 1^{er} novembre 2008 et le 31 janvier 2009 à retravailler les termes de l'accord du 28 juin 2002.

Article 4

Egalité salariale hommes-femmes

Les parties signataires, en application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail, conviennent que la présente négociation vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

A cette fin, au sens de l'article L. 140-2 du code du travail, un diagnostic des écarts éventuels de rémunération entre les femmes et les hommes sera établi sur la base du rapport prévu au quatrième alinéa de l'article L. 132-12 du code du travail.

Les signataires décident de poursuivre cette réflexion et de faire engager, par l'observatoire prospectif des métiers et qualifications dans les industries du bois pour la construction et la fabrication de menuiseries industrielles, une étude quantitative qui portera sur l'actualisation de ce constat, son approfondissement et son évolution, pour identifier les actions à mettre en œuvre pour l'avenir, notamment dans les domaines suivants :

- le positionnement des femmes et des hommes en matière d'emploi et de qualification ;
- la part des hommes et des femmes en contrat de travail à temps plein, en contrat de travail à temps partiel et en contrat d'intérim ;
- la formation professionnelle réalisée par les hommes et les femmes.

Article 5

Dépôt

Les parties signataires conviennent d'effectuer le dépôt du présent accord auprès des services compétents du ministère du travail en confiant les démarches aux fédérations d'employeurs signataires en vue de son extension. Une copie du récépissé de dépôt sera adressée dans les 15 jours à tous les signataires.

Article 6

Clause de sauvegarde

En cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendrait inapplicable une quelconque disposition du présent accord, des négociations s'ouvriraient sur l'initiative de la partie la plus diligente pour examiner les possibilités d'adapter le présent accord à la situation nouvelle ainsi créée.

Article 7

Clause de dénonciation

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties signataires avec un préavis de 3 mois. La dénonciation est notifiée par son auteur aux autres signataires de l'accord par lettre recommandée avec avis de réception et doit donner lieu à dépôt.

Article 8

Adhésion

Les organisations professionnelles ou syndicales qui ne sont pas signataires du présent accord pourront y adhérer, conformément notamment aux dispositions de l'article L. 132-7 du code du travail, en le notifiant par courrier recommandé avec avis de réception auprès des signataires. Copie de la notification sera déposée conformément à la loi.

Fait à Paris, le 6 juin 2008.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Grilles des montants mensuels de la prime d'ancienneté

A. – Grille ouvriers et employés

(En euros.)

EMPLOI	COEFFICIENT hiérarchique	ANCIENNETÉ				
		3 ans	6 ans	9 ans	12 ans	15 ans
N1 E Unique	100	35,26	70,54	105,80	141,07	176,33
N2 E1	115	36,18	72,38	108,56	144,74	180,93
N2 E2	120	36,49	72,98	109,48	145,98	182,47
N2 E3	125	36,80	73,60	110,39	147,19	184,00
N3 E1	135	37,41	74,82	112,23	149,65	187,05
N3 E2	140	37,72	75,43	113,16	150,86	188,58
N3 E3	150	38,33	76,66	114,98	153,31	191,65
N4 E1	160	38,94	77,88	116,83	155,76	194,71
N4 E2	170	39,55	79,11	118,66	158,21	197,76
N4 E3	180	40,16	80,34	120,49	160,66	200,82
N5 E unique	190	44,80	89,60	134,40	179,20	224,02

B. – Grille techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

EMPLOI	COEFFICIENT hiérarchique	ANCIENNETÉ				
		3 ans	6 ans	9 ans	12 ans	15 ans
N5 E1	185	43,62	87,24	130,86	174,50	218,11
N5 E2	190	44,80	89,60	134,40	179,20	224,02
N5 E3	210	49,52	99,03	148,55	198,07	247,59
N6 E1	230	54,24	108,47	162,70	216,93	271,17
N6 E2	265	62,49	124,98	187,45	249,94	312,43
N6 E3	300	70,74	141,48	212,21	282,95	353,69
N7 E unique	310	73,10	146,19	219,30	292,39	365,48